



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le

**30 JAN. 2023**

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/09/2022

**Contexte et constats**

Publié sur



**SCADIF**

**E. LECLERC**

Rue de l'Industrie - Zone industrielle  
77546 SAVIGNY LE TEMPLE

Références : E4/23-0197

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement SCADIF implanté Zone industrielle Rue de l'Industrie 77176 SAVIGNY LE TEMPLE. L'inspection a été annoncée le 08/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCADIF
- Zone industrielle Rue de l'Industrie 77176 SAVIGNY LE TEMPLE
- Code AIOT : 0006502636
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société SCADIF exploite un entrepôt composé de 11 cellules, dédiées au stockage des produits commercialisés par les magasins LECLERC. Ce sont des produits de grande consommation, alimentaires et non alimentaires (produits saisonniers, bazar, électroménager, jardinage, mobilier et accessoires ménagers).

L'entrepôt se situe dans une zone d'activité industrielle qui, dans ce secteur, est principalement occupée par des établissements industriels.

Le site a initialement été régi par un accusé de réception du 31 janvier 1994 pour l'activité de distribution de gasoil au nom de la société SCAP SUD.

L'entrepôt a ensuite été régenté par l'arrêté d'autorisation n°90 DAE 2IC 112 du 3 juillet 1990 au

## Rapport de l'inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 22/09/2022 de l'établissement SCADIF implanté Zone industrielle Rue de l'Industrie 77176 SAVIGNY LE TEMPLE, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Situation administrative - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2008 article : 1.2. 1 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Rétentions - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2008 article : 7.4.3 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite

Conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, vous disposez d'un délai de **15 jours** pour faire part de vos éventuelles observations.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Porter à connaissance - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2008 article : 1.5.1 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Installations électriques - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2008 article : 7.3.3 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Entretien des moyens d'interventions - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2008 article : 7.6.2 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Ressources en eau et mousse - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2008 article : 7.5.3 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Etat des matières stockés - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2008 article : 8.1.4 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Dégagement des allées - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2008 article : 9.1.5 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Dispositions constructives - Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27/04/2014, annexe I, point 4.1 et Arrêté ministériel du 11 avril 2017, point 4 de l'annexe II - délai : 2 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

titre de l'ancienne rubrique 183 ter (désormais 1510) et a été classé à autorisation.

Le site initial a fait l'objet d'extensions successives en 1994 et 1995 donnant lieu respectivement aux arrêtés de prescriptions complémentaires n°94 DAE 2 IC 032 du février 1994 et n°95 DAE 2 IC 180 du 13 juillet 1995.

La situation administrative de l'ensemble du site a été régularisée en 2008 et a fait l'objet de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°08 DAIDD 1 IC 197 du 4 juin 2008, abrogeant toutes les prescriptions des précédents arrêtés.

Les installations soumises à autorisation relèvent des rubriques 1510 (stockage de matières combustibles), 2255 (alcools de bouche), 2662 (polymères) et 2920 (réfrigération).

Les installations soumises à déclaration relèvent des rubriques 1155 (agro-pharmaceutiques), 1530 (dépôt de bois, papier, carton) et 2925 (atelier de charges d'accumulateurs).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques chroniques
- Risques accidentels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisées ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Liste des rubriques	Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 1.2. 1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Modifications	Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 1.5.1		Mise en demeure	3 mois
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 7.3.3	/	Mise en demeure	2 mois
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 7.6.2 et Titre 10	/	Mise en demeure	2 mois
5	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 7.4.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 7.5.3	/	Mise en demeure	2 mois
7	Etat des matières stockés	Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 8.1.4	/	Mise en demeure	1 mois
8	Dégagement des allées	Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 9.1.5	/	Mise en demeure	2 mois
9	Dispositions constructives	Arrêté ministériel du 27 mars 2014, point 4.1 de l'annexe I Arrêté ministériel du 11 avril 2017, point 4 de l'annexe II	Inspection des 26/03/2016 et 8/08/2017- Lettre de suite	Mise en demeure	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection note plusieurs non-conformités dans l'exploitation du site. L'inspection demande à l'exploitant de justifier des éléments ci-après.

- transmettre le positionnement du site compte tenu de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 et en cohérence avec la nomenclature des installations classées,
- transmettre un porter à connaissance compte tenu des modifications du stockage dans la cellule "fruits et légumes" au nord-ouest de l'établissement,



- le cas échéant, fournir une étude de flux justifiant que le stockage dans ce bâtiment respecte les règles d'implantation de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017,
- transmettre les justificatifs de la levée des non-conformités relevées dans les rapports de vérifications périodiques des installations électriques,
- transmettre les rapports de vérifications périodiques des portes coupe-feu et des dispositifs de désenfumage, et le cas échéant les justificatifs de levée de ces non-conformités,
- justifier que tous les produits de la cellule dédiée aux produits dangereux pour l'environnement sont placés sur rétention,
- justifier que des mesures sont prises auprès du personnel d'exploitation pour respecter les consignes d'exploitation, notamment le maintien des allées dégagées et l'accessibilité des moyens de défense contre l'incendie,
- transmettre le rapport de vérification périodique des RIA,
- justifier que les observations et non-conformités mentionnées dans le rapport de vérification périodique du système de sprinklage ont été levées,
- justifier de la remise en état du système SSI,
- transmettre un état des stocks actualisé et à jour,
- transmettre l'étude de non ruine en chaine ainsi que les attestations de conformité aux dispositions constructives du bâtiment "fruits et légumes".

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 1.2.1, Lettre préfectorale du 24/08/2017
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Classement ICPE et rubriques présentés en annexe  Par lettre préfectorale du 26/08/2017, monsieur le Préfet de Seine-et-Marne a pris acte du classement ICPE désormais en vigueur pour ce site.
<b>Constats :</b> Compte tenu de l'évolution de la nomenclature du fait de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, le classement du site acté par courrier du 24 août 2017 n'est plus à jour.  Les activités de stockage relevant des rubriques 1530, 1532, 2662 et 2663 ne sont plus à classer dès lors que le site relève de la rubrique 1510. L'exploitant devra transmettre son positionnement vis à vis de cet arrêté du 24 septembre 2020.
<b>Observation :</b> L'exploitant a en outre montré un état des stocks indiquant que certains articles sont encore classés sous les rubriques 1530, 1532, 2662 et 2663 alors que l'entrepôt est classé sous la rubrique 1510. Cet état des stocks devra être mis en cohérence avec l'actualisation du classement du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Inspection des 26/03/2016 et 8/08/2017
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  Le bâtiment "fruits et légumes" situé au nord-ouest de l'entrepôt est dédié au stockage de marchandises relevant de la rubrique 1511. Lors de la visite du 22 septembre 2022, l'inspection a constaté que: - des marchandises relevant de la rubrique 1510 y sont stockées, - le local n'était plus réfrigéré et qu'il n'y a plus de produits relevant de la rubrique 1511, - les consignes relatives aux limites d'implantation des stockages prévues pour le stockage de la rubrique 1511 ne sont pas respectées.  L'exploitant n'a pas transmis à monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de porter à connaissance relatif à ces modifications.
<b>Observations :</b> Le porter-à-connaissance devra justifier du respect, pour le bâtiment fruits et légumes, des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, notamment les dispositions vis-à-vis des règles d'implantation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 3 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 7.3 .3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Les installations électriques de l'établissement ont fait l'objet d'une vérification périodique du 14/02/2022 au 21/02/2022. L'exploitant a présenté deux rapports de vérification, l'un concernant le bâtiment "fruits et légumes" et l'autre concernant le reste de l'entrepôt. Les rapports mentionnent que les installations électriques sont susceptibles d'entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant n'a pas justifié des mesures correctives pour remédier aux non-conformités relevées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Entretien des moyens d'interventions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 7.6.2 – Titre 10					
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'interventions					
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet					
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.6.2  L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonnes sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.  Titre 10 (extrait) <table border="1" data-bbox="194 801 1422 869"><tr><td>7.6.2</td><td>Vérification périodique des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie</td><td>Au minimum annuelle</td></tr></table>			7.6.2	Vérification périodique des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	Au minimum annuelle
7.6.2	Vérification périodique des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	Au minimum annuelle			
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, les dispositifs de désenfumage et les ouvertures du site étaient en cours de vérification annuelle par la société BLOC-FEU. La dernière vérification des portes coupe-feu (bon de vérification n°V2020-68885 et V2020-68807) et du désenfumage a eu lieu le 8/2/2021 (attestations de la société BLOC FEU du 27/05/2021). Les non-conformités relatives à la vérification du désenfumage ont été soldés les 12 juillet et 4 août 2021 par ce même intervenant. L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que les non-conformités relatives aux portes coupe-feu ont été résolues. De plus, l'échéance annuelle de vérification n'est pas respectée.  Les dispositifs de détection d'incendie et d'extinction automatique ont été vérifiés le 15/09/21 par la société BLOC-FEU (bon de vérifications n°V2021-75250 et n°V2021-75252). La seule non-conformité relevée a été soldée le 14/10/2021. A la suite du dépannage du 11/07/22 par cette société, il s'avère que le système de sécurité incendie (SSI) n'était pas complètement opérationnel. Ces dispositifs étaient en cours de vérifications lors de la visite.					
<b>Observations :</b> Les rapports des contrôles réalisés le jour de la visite doivent être transmis à l'inspection. Le cas échéant, l'exploitant transmettra les justificatifs de levée des non-conformités qui seraient constatées.					
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites					
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure					
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois					

## N° 5 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li><li>• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li></ul> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir. Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été constaté que: <ul style="list-style-type: none"><li>- une palette de cartons de briquets, relevant de la rubrique 4331 (liquides inflammables), était stockée dans la zone de préparation de la cellule 1, sans rétention,</li><li>- une palette de cartons de bouteilles d'eau de javel, relevant également de la rubriques 4511, était stockée dans la cellule 6 bis dédiée au stockage de produits dangereux pour l'environnement, sans rétention.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 6 : Ressources en eau et mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ressources en eau et mousse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt à raison de 1 pour 200 m<sup>2</sup> et dans les lieux présentant des risques spécifiques, avec un minimum d'un appareil par niveau, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li><li>• d'un système de détection automatique d'incendie qui peut être intégré au système</li></ul>



d'extinction automatique,

- d'un système d'extinction automatique dans les cellules de stockage, alimenté par deux réserves d'eau de 430 et 585 m3.

Le système d'extinction du local des gaz inflammables liquéfiés est adapté aux produits stockés.

Le système d'extinction automatique de la cellule des alcools sera alimenté par de l'eau additivée ou tout autre produit équivalent adapté à l'extinction des alcools. Ce système sera substitué au système d'extinction actuel à l'eau avant le 31 décembre 2008.

- des robinets d'incendie armés (RIA), répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel.

Les RIA de la cellule des alcools seront alimentés par de l'eau additivée ou tout autre produit équivalent adapté à l'extinction des alcools. Ce système sera substitué au système actuel à l'eau avant le 31 décembre 2008.

**Constats :** Les extincteurs ont été vérifiés le 15/10/2021 par la société BLOC-FEU. Aucune non-conformité n'a été relevée.

Les RIA ont fait l'objet d'une vérification périodique le 12/04/2021 et d'un entretien triennal le 16/09/2021 par la société TYCO. Aucune non-conformité n'a été relevée.

L'exploitant a déclaré que la prochaine visite de contrôle des RIA aurait lieu le 26/9/2022.

Le système de sprinklage a été vérifié du 26 au 28/07/2022 par la société TYCO.

Le rapport de vérification semestriel indique que des observations et des non-conformités ont été relevées.

Mise à part la vanne d'aspiration de la cuve A qui a été remplacée le 08/08/2022, l'exploitant n'a justifié d'aucune autre remise en conformité.

Par ailleurs, il a été constaté que plusieurs extincteurs et RIA n'étaient pas accessibles car des palettes étaient entreposés devant ces dispositifs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 7 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 8.1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un état des matières stockées par cellule en date du 22/09/22. Cet état des stocks recense 3 rubriques à autorisation (1510, 2662 et 4755) et 3 rubriques à déclaration (1530, 1511 et 4320). Les autres valeurs de stocks qui y figurent sont en quantités en dessous des seuils de la déclaration pour les rubriques 4320, 4510, 4511, 4741, 1611, 1630 et 1331.  Les valeurs des stocks ne dépassent pas les seuils autorisés.  L'inspection note que: - la rubrique 2662 est associée à des polymères plastiques et qu'il conviendrait plutôt que ces matières soient classées sous la rubrique 2663, - les rubriques 1611 (employé pour le stockage de batteries) et 1331 (stockage d'engrais) n'existent plus depuis 2015.  De plus, l'inspection observe que les valeurs des stocks des rubriques à autorisation et à déclaration susmentionnées sont identiques aux valeurs de l'état des stocks daté du 05/07/2017. Cet état de 2017 avait été présenté dans le cadre de l'inspection du 08/08/2017. On peut également remarquer que des articles sont classés sous la rubrique 1511 alors que le site ne comporte plus de produits réfrigérés.  L'exploitant ne tient donc pas à jour un état des matières stockées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Dégagement des allées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 9.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dégagement des allées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc., soient largement dégagés.
<b>Constats :</b> Malgré l'affichage de consignes précisant d'éviter d'encombrer les allées à plusieurs endroits de l'entrepôt, il a été constaté que des palettes y sont tout de même stockées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 9 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 27/04/2014, annexe I, point 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Inspection des 26/03/2016 et 8/08/2017
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leur dispositif de recoupement et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>Ces dispositions sont également applicables dans le cas d'un stockage relevant de la rubrique 1510, au point 4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, rappelées ci-après:</p> <p>Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p>
<b>Constats :</b> Une étude relative à la ruine en chaîne des éléments de la structure du bâtiment "fruits et légumes" avait déjà été demandé lors des inspections des 26 mars 2016 et 8 août 2017.
<p>A la suite de l'inspection du 8 août 2017, l'exploitant a transmis le 9 août 2017, l'étude de ruine réalisée par la société Effectis du 14 octobre 2016. Cette étude conclut que la stabilité au feu de la structure n'est pas de 15 minutes puisque l'effondrement de la structure va vers l'extérieur du périmètre du site. L'étude indique une ruine locale du bâtiment en 14 minutes et la ruine complète en 22 minutes. Par ailleurs, au chapitre 6 de cette étude, il est indiqué les préconisations à mettre en place afin de lever les non-conformités concernant la structure et l'effondrement de la structure.</p> <p>A la suite de cette étude, l'exploitant s'est engagé à suivre les préconisations de l'étude de la société Effectis. L'exploitant a indiqué les avoir réalisés mais n'a pas été en mesure de présenter les attestations de conformité ou les PV de réception de ces travaux.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une étude actualisée, en prenant en compte les travaux, pour attester de la non-ruine en chaîne des éléments de la structure du bâtiment, ni de l'effondrement de la structure vers l'extérieur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## Annexe

Rubrique	Libellé de la rubrique	Activité	Volume de stockage	Seuil de classement
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t, le volume des entrepôts étant :  1- supérieur ou égal à 300 000 m³ : A 2- supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 150 000 m³ : E 3- supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³ : DC	Stockage en cellule 1 = 40 599 m³ 2 = 40 230 m³ 3 = 36 675 m³ 5 = 40 050 m³ 6 = 20 562 m³ 7 = 34 650 m³ 9 = 108 612 m³ 10 = 65 604 m³ 12 = 19 488 m³ 13 = 18 270 m³ 13bis = 3 480 m³  Un volume de 428 220 m³	428 220 m³	A
4755.2.a	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extraneutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.  1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 000 t (A-2)  2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500 m³ (A-2) b) Supérieure ou égale à 50 m³ (DC)  Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.	Alcools de bouche d'origine agricole, eaux de vie, liqueurs  En cellule 2	2 316 m³  Stockage de 1235 tonnes	A
2663-2	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de ) Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 80 000 m³ : A b) Supérieur ou égal à 10 000 m³ mais inférieur à 80 000 m³ : E c) Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³ : D	Stockage de mobilier* de jardin, jouets, produits saisonniers  En cellule 2 et 5  * Il y a lieu de noter que dans l'AP de 2008 les biens manufacturés ont été classés en 2662. Conformément à la note du 17/11/2003 le classement est sous la rubrique 2663-2	3 000 m³	D
2925	Accumulateur (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW : D	Cinq locaux de charge de 30 kW	150 kW	D
1155	Stockage de produit Agropharmaceutiques La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 15 t mais inférieure à 100 t : DC	Produits saisonniers désherbants	24 t	DC
4802.2.a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)  2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)	Réfrigération utilisant fluide frigorigène :  750 kg en cellule 14 et 750 kg bâtiment de fruits et légumes	1 500 kg	DC



1511	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs, le la présente nomenclature.  Le volume susceptible d'être stocké étant : 1- supérieur ou égal à 150 000 m³ : A 2- supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 150 000 m³ : E 3- supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³ : DC	Le volume susceptible d'être stocké :  cellule 14 : 5 200 m³  bâtiment fruit et légumes : 2 160 m³	7 360 m³	DC
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.  Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 50 000 m³ : A-1 2. Supérieur à 20 000 m³ mais inférieur ou égal à 50 000 m³ : E 3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ : D	Stockage de palettes à l'extérieur	6 200 m³	D
4510.2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.  La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :  1. Supérieure ou égale à 100 t (A-1) 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)  Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t.	Cellule 6 bis  95 t en 2008  64 t en 2016	64 t	DC
1630	Emploi ou stockage de lessive de soude ou potasse caustique : B- Emploi ou stockage de lessives de liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant 1- supérieure à 250 t : A 2- supérieure à 100 t, mais inférieur ou égale à 250 t : D	Stockage de lessive de soude liquides  cellule 6 bis	10 t	NC
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :  1. Supérieure ou égale à 150 t (A-2) 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t (D)  Nota : Les aérosols inflammables sont classés conformément à la <u>directive 75/324/CEE</u> relative aux générateurs aérosols. Les aérosols « extrêmement inflammables » et « inflammables » de la <u>directive 75/324/CEE</u> correspondent respectivement aux aérosols inflammables des catégories 1 et 2 du règlement (CE) n° 1272/2008.  Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 150 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t.	Gaz propulseur aérosols : 4,3 t  Gaz de camping : 1 t	5,3 t	NC
4702	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications <u>du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003</u> relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1.  IV. Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %). La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 250 t (DC)	Engrais granulés  cellule 6 bis	120 t	NC
1611	Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, phosphorique à plus de 10 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride phosphorique (emploi ou stockage de).	Batteries automobiles contenant 37 % d'acides sulfurique, soit 24,8 t	24,8 t	NC

	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 250 t : A 2. Supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 250 t : D	cellule 6 bis		
1530	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.  Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> : A 2. Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> : E 3. Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> : D	Articles de papeterie  cellule 13	310 m <sup>3</sup>	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t (A-1) 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t (DC)  Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t.	Cellule 6 bis	20 t	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.  La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :  1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés détection de fuite : a) Supérieure ou égale à 2 500 t (A-2) b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t (E) c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (DC)  2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A-2) b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E) c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC) Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t.  Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.	4,25 t de FOD destiné au groupe électrogène	4,25 t	NC

A : autorisation – E : enregistrement – D : déclaration – DC : Déclaration avec contrôle périodique, NC : Non classé